

L'opinion publique américaine et l'élection présidentielle de 2012

Frédéric Micheau*

* Directeur adjoint,
département « Opinion et
stratégies d'entreprise », Ifop

En 2008, Barack Obama a été triomphalement porté à la Maison Blanche par une vague d'enthousiasme gonflée par les promesses de changement (*Change we can believe in*), d'espoir (*Hope*) et de volontarisme (*Yes we can*) qu'il a su incarner pendant la campagne électorale.¹ La lourde défaite de son adversaire John McCain et l'émergence consécutive du mouvement *Tea Party* a plongé le Parti républicain dans un désarroi de courte durée, puisqu'il a repris dès 2010 le contrôle du Congrès lors du scrutin intermédiaire suivant.² Ces *midterm elections* ont constitué une déroute historique pour le parti présidentiel. A la Chambre des représentants, les Démocrates ont ainsi accusé une perte de 64 sièges, ce qui correspond à la plus lourde défaite d'un parti au pouvoir lors des élections de mi-mandat depuis 1938. Au Sénat, les Républicains ont gagné six sièges, sans en perdre un seul. Cette débâcle électorale des Démocrates est largement imputable à l'atonie de la situation économique d'une part et aux controverses sur la réforme du système de santé baptisée *ObamaCare* d'autre part. Mais cette forte sanction doit aussi être analysée comme l'expression d'une forme de déception à l'égard du président Obama, d'autant plus vive que les attentes étaient élevées.

Deux ans après ce revirement électoral, quelles indications les sondages révèlent-ils sur l'état de l'opinion publique américaine, à quelques semaines de l'élection présidentielle

1. Cf. Frédéric Micheau, *L'opinion américaine à J-30*, Fondation Jean-Jaurès, octobre 2008 : <http://www.jean-jaurès.org/Publications/Les-notes/L-opinion-americaine-a-J-30>

2. Cf. Frédéric Micheau, *Les midterm elections 2010 aux Etats-Unis*, Fondation Jean-Jaurès, octobre 2010 : <http://www.jean-jaurès.org/Publications/Les-notes/Les-midterm-elections-2010-aux-Etats-Unis>

L'opinion publique
américaine
et l'élection
présidentielle
de 2012

du 6 novembre 2012 ? Les électeurs vont-ils confirmer le désaveu exprimé à Barack Obama il y a deux ans ? En d'autres termes, duquel de ses prédécesseurs démocrates Barack Obama est-il le plus proche : Jimmy Carter, le *one-term president* n'obtenant que 42 % des suffrages lors de sa tentative de réélection en 1980, ou Bill Clinton, le *comeback kid* brillamment réélu en 1996, après avoir essuyé lui aussi une défaite historique lors des élections de mi-mandat de 1994 ? Face à lui, le candidat républicain Mitt Romney, ancien gouverneur du Massachusetts de 2003 à 2007, est-il en mesure de tirer parti de sa réussite entrepreneuriale pour s'imposer ? L'analyse des données d'opinion fournit des éléments de réponses à ces différentes interrogations.

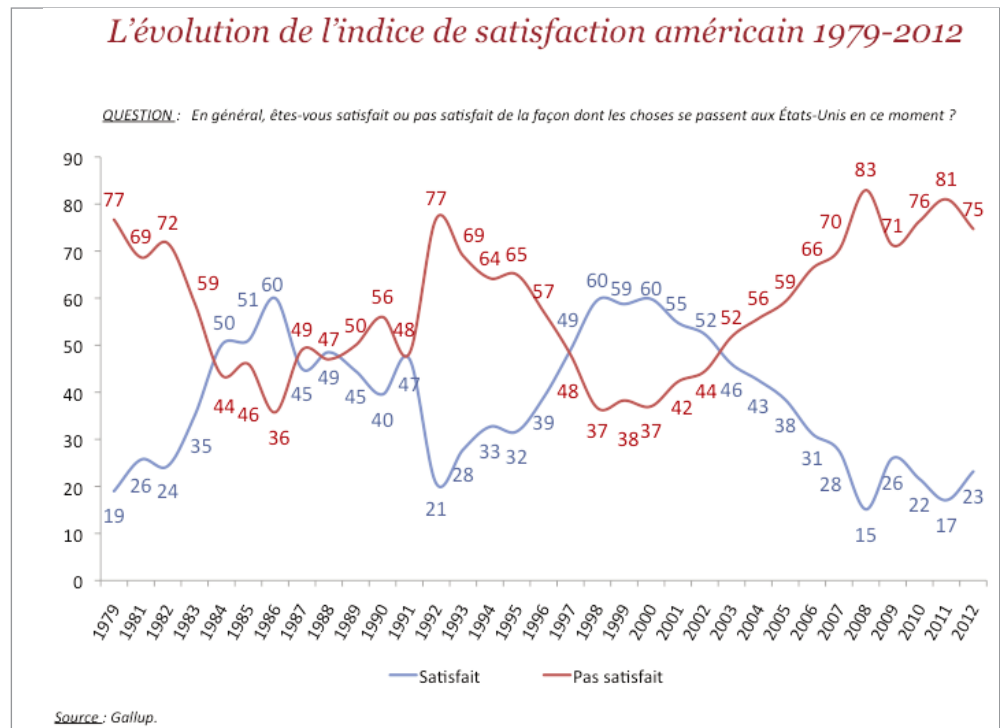
UN PAYS TOUJOURS EN PROIE AU DOUTE

L'élection américaine se déroule dans un contexte économique et social légèrement meilleur que lors des scrutins précédents mais l'opinion publique américaine continue d'exprimer un état d'esprit morose, comme le montre l'évolution de l'indice de satisfaction³ à l'égard de la façon dont les choses se passent aux Etats-Unis, mesuré par l'institut Gallup depuis 1979. Dans cette longue série de données, le plus bas niveau annuel est enregistré en 2008 (15 %). Un point historiquement bas de cet indicateur est même atteint en octobre 2008, au moment où éclate la crise économique et financière : seuls 7 % des Américains se disent alors satisfaits de l'orientation générale du pays. Partant de ce plancher, le taux de satisfaction progresse de plus de dix points lors de la première année du mandat de Barack Obama (26 %), pour amorcer un nouveau recul en 2010 (22 %) et 2011 (17 %). En 2012, la baisse semble enrayée, les choses s'améliorent lentement mais seuls 23 % des Américains expriment de la satisfaction à l'égard de la situation actuelle du pays. Cette morosité se prolonge en pessimisme : 54 % des Américains considèrent toujours que le pays va dans la mauvaise direction, contre 40 % qui estiment le contraire.⁴

3. L'enquête est réalisée par téléphone auprès d'un échantillon national représentatif de mille personnes âgées de 18 ans et plus. La question utilisée est la suivante : « En général, êtes-vous satisfait ou pas satisfait de la façon dont les choses se déroulent aux Etats-Unis en ce moment ? » (*In general, are you satisfied or dissatisfied with the way things are going in the United States at this time?*).

4. Sondage CBS News/*New York Times* réalisé du 8 au 12 septembre 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1301 personnes.

L'opinion publique américaine et l'élection présidentielle de 2012



La situation économique et le manque d'emplois constituent les principales variables explicatives de cet état d'esprit. La hiérarchie des enjeux jugés prioritaires par les Américains est écrasée par la thématique de l'économie et de l'emploi (50 %), quasiment à l'exclusion de toute autre question.⁵ Identifié comme le deuxième problème le plus important que les États-Unis doivent affronter, le déficit du budget fédéral, qui s'inscrit dans la préoccupation économique générale, n'est cité qu'à hauteur de 7 %. Très discutée dans les médias, notamment en raison de la réforme *ObamaCare*, la thématique de la santé n'est prioritaire que pour 5 % des personnes interrogées. Les autres enjeux comme l'immigration, l'éducation, la politique étrangère ou le terrorisme, qui a fortement perdu en intensité depuis la mort d'Oussama Ben Laden, recueillent des scores négligeables.

Cette primauté accordée aux questions économiques va-t-elle se traduire par un vote sanction à l'égard des dirigeants politiques comme en 2008 et en 2010 ? Dans ce cas, lequel des deux candidats sera perçu comme portant la plus grande part de responsabilité : Mitt Romney, le candidat du parti qui tient les rênes du Congrès depuis

5. Sondage CBS News réalisé du 22 au 26 août 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1218 personnes.

L'opinion publique
américaine
et l'élection
présidentielle
de 2012

deux ans, ou Barack Obama, le candidat sortant qui doit, à ce titre, assumer le bilan de sa présidence ? Pour répondre à ces questions, il faut conduire une analyse des perceptions individuelles et comparatives des duellistes.

MITT ROMNEY, LE PLUS PETIT DÉNOMINATEUR COMMUN DES RÉPUBLICAINS ?

Dès l'annonce le 2 juin 2011 de sa candidature à l'investiture républicaine, Mitt Romney a fait figure de favori, notamment grâce à la puissance de ses ressources financières, élément déterminant des campagnes électorales américaines. Pourtant sa désignation officielle est l'aboutissement d'un processus long et très disputé. Pas moins de cinq candidats sont ainsi successivement venus concurrencer sérieusement Mitt Romney. Véritable banc d'essai, la primaire républicaine semble avoir testé la résistance de chacune des personnalités en lice avant de se rabattre finalement sur Mitt Romney, faisant de lui le candidat, certes le plus endurant, mais également une sorte de pis-aller.

Dans la première phase des primaires, trois candidats ont éclipsé temporairement Mitt Romney, qui a su néanmoins ne pas se laisser définitivement relégué à l'arrière-plan et reprendre la première place dans les intentions de vote. La première d'entre eux, Michele Bachmann, représentante du Minnesota et proche du *Tea Party*, connaît son heure de gloire en remportant le 13 août 2011 le vote de paille de l'Iowa, avant de voir son étoile pâlir rapidement sous l'effet de la montée en puissance d'Herman Cain. Cet homme d'affaires originaire de Géorgie enregistre une progression rapide de ses intentions de vote sous l'effet de la popularité de son plan « 9-9-9 », qui prévoit un taux unique de 9 % pour les trois principaux types d'impôts américains. Mais des accusations de harcèlement sexuel démonétisent sa candidature au profit de celle de Rick Perry, successeur de George W. Bush au poste de gouverneur du Texas. En septembre 2011, il est crédité d'un score de 30 % contre 18 % pour Mitt Romney.⁶ Plusieurs gaffes et de mauvaises performances lors des débats télévisés⁷ le décrédibilisent et provoquent une décrue brutale de ses intentions de vote.

6. Sondage CNN/ORC réalisé du 9 au 11 septembre 2011 auprès d'un échantillon national de 447 sympathisants républicains.

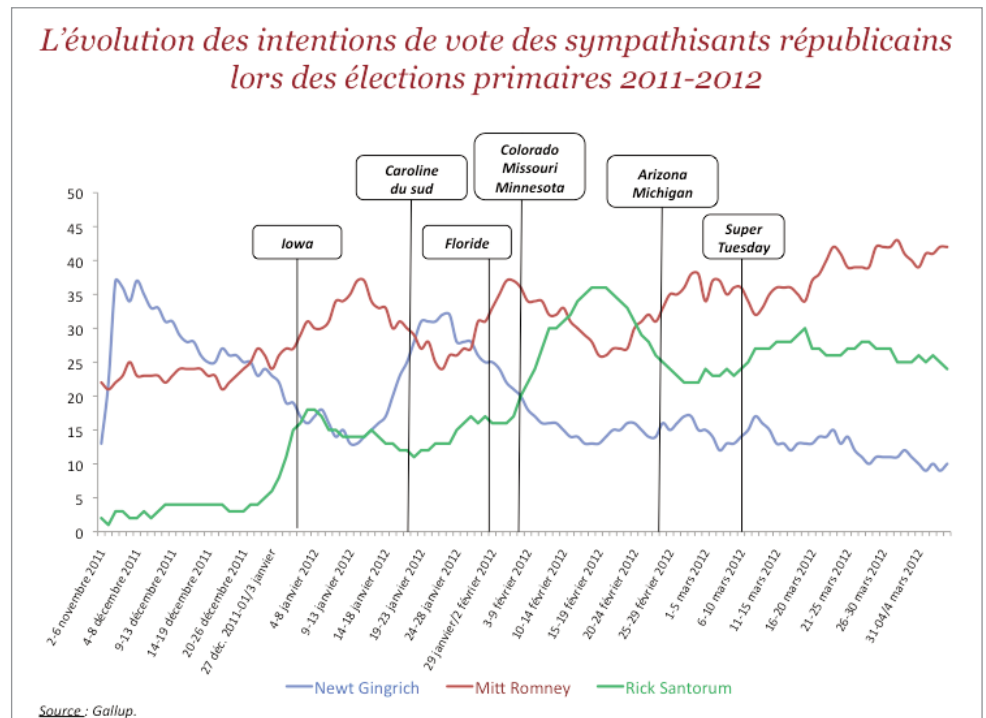
7. Il est notamment victime d'un trou de mémoire lorsqu'il cherche à citer le nom d'une agence gouvernementale qu'il préconise de supprimer.

L'opinion publique
américaine
et l'élection
présidentielle
de 2012

Vient ensuite la concurrence plus consistante de Newt Gingrich. L'ancien *Speaker of the House*, artisan du succès historique de 1994 grâce au *Contract with America*, est un intellectuel percutant qui maîtrise parfaitement les dossiers techniques et le corpus idéologique du Parti républicain. Orateur redoutable⁸, il domine plusieurs des 23 débats qui jalonnent le processus de sélection du candidat républicain et enregistre une progression fulgurante dans les intentions de vote. Début novembre 2011, il est crédité de seulement 13 % auprès des sympathisants républicains, loin derrière Mitt Romney (22 %). Mi-novembre, les deux hommes sont au coude-à-coude, avec respectivement 21 % et 22 %. Au début du mois de décembre, Newt Gingrich distance son principal concurrent de quinze points (37 % contre 22 %), au terme d'une hausse de 24 points en un mois. Il fait figure de grand favori et annonce même qu'il sera le candidat officiel du Parti républicain. Il doit cependant subir une série d'attaques sous forme de spots télévisés (*negative ads*) de la part de Mitt Romney, à laquelle il refuse de répondre pour conserver une image positive dans l'opinion. Cette absence de riposte provoque une baisse constante de ses intentions de vote. Lors du caucus de l'Iowa, le 3 janvier 2012, il est largement distancé par Mitt Romney (25 % contre 13 %). Pourtant, il parvient à amorcer une nouvelle remontée dans les intentions de vote et passe de 13 % à 31 % en une dizaine de jours. Originaire de l'Etat voisin, la Géorgie, Newt Gingrich emporte facilement la primaire de Caroline du Sud le 21 janvier. Mais Mitt Romney parvient à gagner deux Etats importants, la Floride (31 janvier) et le Nevada (4 février), ce qui lui permet de se replacer à nouveau en tête des intentions de vote dans l'électorat républicain. A deux reprises, il a su reprendre l'avantage sur Newt Gingrich.

8. Certain de son éloquence, Newt Gingrich a proposé à plusieurs reprises à Barack Obama d'organiser des débats sur le modèle de ceux tenus par Abraham Lincoln et Stephen Douglas lors de la campagne sénatoriale de 1858 : le premier candidat parle pendant soixante minutes, le second prend la parole pendant 90 minutes et le premier conclut pendant trente minutes, soit trois heures de débat au total.

L'opinion publique
américaine
et l'élection
présidentielle
de 2012



Mitt Romney doit ensuite affronter la montée en puissance de Rick Santorum. Entre fin janvier et le 20 février 2012, les intentions de vote en faveur de l'ancien sénateur de Pennsylvanie triplent, passant de 11 % à 36 %. Le 7 février, il emporte la victoire dans trois Etats importants, le Colorado, le Missouri et le Minnesota. Mais le maintien de Newt Gingrich l'empêche de capitaliser pleinement sur son positionnement de candidat d'alternative au favori (*not-Romney candidate*). Il subit un déclin rapide de ses intentions de vote. Mitt Romney emporte la plupart des Etats en lice lors du *Super Tuesday*. Il parvient à prendre définitivement l'ascendant fin mars 2012 en remportant la primaire de l'Illinois (20 mars) et l'ensemble des huit Etats en jeu en avril.

In fine, l'analyse *via* les courbes d'intention de vote des performances de Mitt Romney pendant la campagne des primaires montre à la fois la solidité de sa base électorale parmi les Républicains – jamais son score n'a été inférieur à 20 % – mais également sa difficulté à la faire prospérer durablement. Certes, il a démontré des capacités de résistance et de ductilité, en revenant systématiquement dans le jeu électoral. Mais sa candidature a été très sensible à la critique de l'aile droite du parti. Le procès en gauchisme (*Massachusetts liberal*) instruit par Newt Gingrich, puis l'accusation portée par Rick Santorum de collusion avec Barack Obama, notamment en ce qui concerne sa réforme de santé

L'opinion publique
américaine
et l'élection
présidentielle
de 2012

(*RomneyCare*), l'ont déstabilisé ponctuellement et ont trouvé un écho dans la frange la plus conservatrice de l'électorat républicain.

Même si le choix de Paul Ryan comme colistier lui permet d'atténuer la méfiance de la partie droitiste du *Grand Old Party*⁹, Mitt Romney peine à susciter une vraie adhésion parmi la base républicaine. Ses sympathisants se montrent très nuancés à son égard et présentent leur soutien autant comme un vote en sa faveur (48 %) qu'un vote d'opposition à Barack Obama (47 %).¹⁰ Même si cette polarisation du camp du challenger est classique dans les élections comprenant un sortant, les soutiens de Barack Obama semblent plus constitués : 74 % d'entre eux justifient leur vote comme étant un vote d'adhésion et 23 % seulement un vote de rejet du candidat républicain. Cette fragilité de Mitt Romney se manifeste également dans les perceptions dont il est l'objet dans l'électorat.

UN DÉSÉQUILIBRE D'IMAGE EN FAVEUR DE BARACK OBAMA

En dépit de la longueur de la campagne des primaires républicaines, l'image de Mitt Romney n'est pas très structurée dans l'opinion publique américaine. Un élément principal constitue la colonne vertébrale des représentations qui lui sont associées : sa compétence en matière économique. Millionnaire et ancien dirigeant fondateur d'un fonds d'investissement appelé *Bain Capital*, il incarne la figure de l'homme d'affaires qui connaît la réalité économique américaine. Des deux candidats, il est celui qui, selon les Américains, « comprend mieux les principes du capitalisme » (54 % contre 29 % pour Barack Obama).¹¹ Par conséquent, il est jugé en meilleure position pour réduire le déficit du gouvernement fédéral¹² et, jusqu'en août 2012, il domine nettement Barack Obama en matière de gestion de l'économie et de lutte contre le chômage (52 % contre 39 %). Son image semble ainsi en adéquation avec la préoccupation majeure de l'électorat.

9. Président de la commission budgétaire de la Chambre, ce jeune représentant du Wisconsin s'est fait connaître pour ses prises de position conformes à l'orthodoxie républicaine en matière budgétaire, prônant la réduction des dépenses gouvernementales et des impôts.

10. Sondage CNN/ORC réalisé du 7 au 9 septembre 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 709 électeurs potentiels (*likely voters*).

11. Sondage Fox News réalisé du 9 au 11 septembre 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1056 électeurs potentiels (*likely voters*).

12. CBS News/*New York Times* réalisé du 8 au 12 septembre 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1162 électeurs potentiels (*likely voters*).

L'opinion publique
américaine
et l'élection
présidentielle
de 2012

Cependant, le fait d'être crédité par l'opinion d'une compétence économique supérieure ne compense pas le déficit généralisé dont il pâtit sur l'ensemble des autres dimensions de son image. Les perceptions relatives à Barack Obama surpassent largement et systématiquement celles qui sont associées à Mitt Romney. Le candidat démocrate est davantage considéré comme un candidat « intelligent » (51 % contre 25 % pour Mitt Romney), « honnête » (46 % contre 35 %) et « travailleur » (39 % contre 32 %). Il est également crédité d'une plus grande sincérité : 54 % des électeurs estiment qu'il « dit ce qu'il croit la plupart du temps ». A l'inverse, Mitt Romney apparaît plus opportuniste et une majorité considère qu'il dit « ce qu'il pense que les gens veulent entendre » (53 %). Au-delà des qualités personnelles, la comparaison tourne également à l'avantage de Barack Obama en ce qui concerne la capacité à traiter les différents enjeux auxquels sont confrontés les Etats-Unis. Le président sortant paraît plus compétent pour gérer « le système éducatif » (51 % contre 37 %), « le système d'assurance santé » (51 % contre 42 %), « Medicare » (51 % contre 40 %) ou même « l'immigration illégale » (46 % contre 42 %)¹³, thème pourtant traditionnellement très porteur pour les Républicains.

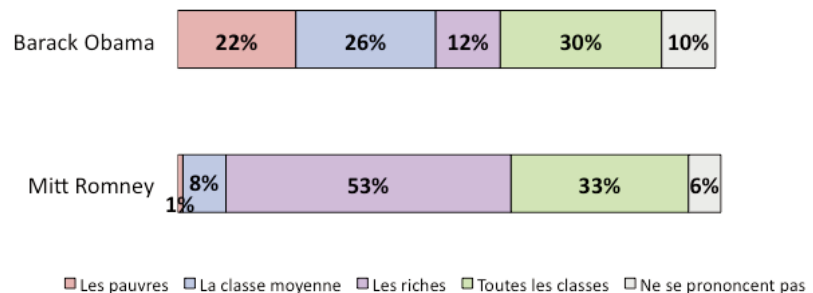
Au final, 50 % des électeurs sont en mesure de s'identifier à Barack Obama et aux valeurs qu'il représente, contre seulement 42 % en ce qui concerne Mitt Romney.¹⁴ 60 % des Américains considèrent qu'il « comprend les besoins et les problèmes des gens comme eux » (contre 46 % seulement pour Mitt Romney). Cette empathie se traduit par la perception d'un positionnement plus consensuel de la politique que conduirait le président sortant s'il était réélu. Il donne davantage le sentiment de s'adresser à toutes les catégories sociales d'Américains, alors même que Mitt Romney est perçu comme le candidat des classes aisées : 53 % des électeurs estiment que s'il était élu, il prendrait des mesures favorisant les riches.

13. Sondage Fox News réalisé du 9 au 11 septembre 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1056 électeurs potentiels (*likely voters*).

14. Sondage NBC News/*Wall Street Journal* réalisé du 18 au 22 juillet 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de mille inscrits sur les listes électorales.

La perception de la classe sociale favorisée par chaque candidat

QUESTION : Si Barack Obama/ Mitt Romney est élu président, pensez-vous que les politiques de son gouvernement favoriseront les riches, la classe moyenne, les pauvres ou qu'elles traiteront toutes les classes sociales de la même façon ? (If Barack Obama / Mitt Romney is elected president, do you think the policies of his administration will favor the rich, favor the middle class, favor the poor, or will they treat all groups the same?)



Source : Sondage CBS News/New York Times réalisé du 8 au 12 septembre 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1162 électeurs potentiels.

Enfin, Barack Obama bénéficie évidemment d'une forte prime au sortant, visible notamment sur les items liés à la présidentialité. Il est ainsi logiquement davantage jugé comme « suffisamment expérimenté pour s'occuper de la présidence » (49 % contre 33 % pour Mitt Romney) et comme capable « d'être un bon commandant-en-chef » (45 % contre 38 %). Sa supériorité est reconnue lorsqu'il s'agit de gérer les « affaires étrangères » (51 % contre 38 %) et même « le terrorisme » (51 % contre 40 %), thématique longtemps préemptée par les Républicains. Pour résumer, il possède le meilleur leadership (50 % contre 40 %).

Cet avantage structurel constitue un atout majeur pour Barack Obama, puisque depuis 1945 la plupart des présidents sortants ont été réélus : c'est le cas d'Harry Truman, contre toute attente, en 1948, d'Ike Eisenhower en 1956, de Richard Nixon en 1972, de Ronald Reagan en 1984, de Bill Clinton en 1996 et de George W. Bush en 2004. Cette liste pourrait également comprendre Lyndon Johnson élu, et non pas réélu, en 1964 bien que président sortant puisqu'il avait accédé à la Maison Blanche par la vice-présidence, suite au décès de John Kennedy. A l'inverse, parmi les présidents sortants dont les espoirs de réélection ont été déçus, on ne compte que Jimmy Carter en 1980 et George H. Bush en 1992, auxquels peut être ajouté Gerald Ford en 1976, qui lui aussi est devenu président sans avoir été élu, à la suite de la démission du président Nixon en 1974. L'histoire électorale donne ainsi une vision très nette de la prime au sortant : depuis 1945, sur onze présidents candidats à leur propre succession, huit ont été reconduits et trois ont été éconduits.

DES INDICATEURS ÉLECTORAUX FAVORABLES À BARACK OBAMA

Cet avantage d'image dont bénéficie Barack Obama est également perceptible dans trois séries d'indicateurs électoraux : les intentions de vote, les projections nationales de répartition des grands électeurs et le pronostic de victoire.

La lecture de l'évolution des courbes d'intentions de vote en faveur des deux candidats permet de déceler une rupture dans la campagne électorale : la Convention démocrate qui s'est déroulée à Charlotte du 3 au 6 septembre 2012. Jusqu'à cette date, les deux candidats ont fait jeu égal. Destinées à investir les candidats officiellement, les Conventions constituent un temps d'exposition médiatique fort, qui suscite généralement un bond dans les intentions de vote de l'ordre de cinq points pour les Démocrates et six points pour les Républicains, bond sur lequel les stratégies des campagnes électorales cherchent à s'appuyer pour renverser un rapport de force ou distancer l'adversaire. De ce point de vue, la Convention républicaine, organisée à Tampa du 27 au 30 août 2012, apparaît rétrospectivement comme un exercice manqué, symbolisé par l'intervention incohérente de Clint Eastwood. Totalement stérile, l'opération a même été sanctionnée par une baisse d'un point des intentions de vote¹⁵ en faveur de Mitt Romney (quand John McCain avait progressé de six points en 2008). Ce léger recul constitue la plus mauvaise performance d'une Convention républicaine depuis 1964 et permet de dresser un parallèle avec les Conventions de deux candidats démocrates s'étant opposés en vain à la réélection d'un président sortant : George McGovern en 1972 (aucune progression dans les intentions de vote post-Convention) et John Kerry en 2004 (recul d'un point). A l'inverse, Barack Obama profite d'une progression modeste de trois points, inférieure à la moyenne historique de cinq points et à celle qu'il avait connue en 2008 (+4 points). Plus regardée (55 % contre 51 % pour la Convention républicaine), la Convention démocrate a surtout permis à Barack Obama de venir concurrencer le positionnement économique de son opposant, notamment grâce au discours de Bill Clinton pointant les contradictions du *credo* économique des Républicains. Avant la Convention, Mitt Romney est clairement perçu comme le candidat le plus crédible en matière d'économie et de lutte contre le chômage (52 %

15. Sondage Gallup réalisé par téléphone du 7 au 10 septembre 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1896 personnes inscrites sur les listes électorales.

L'opinion publique
américaine
et l'élection
présidentielle
de 2012

contre 38 %). Après la Convention, Barack Obama fait jeu égal avec son adversaire dans ce domaine (47 % contre 46 %).¹⁶ En moyenne, à la fin septembre 2012, les intentions de vote nationales accordent ainsi un avantage de trois points à Barack Obama (48 % contre 45 %).¹⁷

Si elles restituent correctement les grandes tendances, les intentions de vote relevées par les instituts de sondages américains ne traduisent qu'imparfaitement la réalité du rapport de force électoral. Elles mesurent le vote populaire, c'est-à-dire le score de chaque candidat au niveau national, alors que le système électoral américain donne la primauté au vote local : dans chaque Etat, le candidat qui obtient le plus de voix emporte l'ensemble des « grands électeurs » de l'Etat (*winner-take-all system*). Celui qui obtient au moins 270 « grands électeurs » au niveau national est élu, même s'il recueille un nombre de voix inférieur au niveau national : ce fut le cas des présidents John Quincy Adams en 1824, Rutherford Hayes en 1876, Benjamin Harrison en 1888 et George W. Bush en 2000. Dès lors, pour obtenir une vision précise de l'état des forces politiques, il est nécessaire de mesurer les intentions de vote Etat par Etat, puis de convertir les résultats recueillis en termes de grands électeurs et enfin d'établir leur répartition au niveau national. Dans certains Etats, le rapport de force est particulièrement stable : la Californie par exemple vote régulièrement pour les Démocrates, alors que le Texas apporte son contingent de grands électeurs aux Républicains. Par conséquent, il convient de s'arrêter sur les Etats changeants (*swing states*). Parmi ceux-ci, les plus grands pourvoyeurs de grands électeurs se prononcent plutôt en faveur de Barack Obama. C'est le cas de l'Ohio (18 grands électeurs), de la Floride (29), de la Virginie (13), du Wisconsin (10) ou du Colorado (9), autant d'Etats qui l'avaient soutenu en 2008. Les dernières projections accordent ainsi 300 à 310 grands électeurs à Barack Obama, quand 270 sont nécessaires pour être élu.

Un dernier élément est de nature à inciter le camp démocrate à l'optimisme et confirme la dynamique positive dont bénéficie Barack Obama : le pronostic de victoire penche majoritairement en sa faveur. En décembre 2011, l'opinion publique américaine exprimait

16. CBS News/*New York Times* réalisé du 8 au 12 septembre 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1162 électeurs potentiels (likely voters).

17. Source : Real Clear Politics.

L'opinion publique
américaine
et l'élection
présidentielle
de 2012

une vision très partagée : 49 % des personnes interrogées anticipaient une reconduction du président actuel contre 48 % qui prévoyaient sa défaite. Aujourd'hui, 61 % des Américains pronostiquent sa réélection contre seulement 26 % qui estiment qu'il sera battu.¹⁸

A la fin du débat télévisé qui l'a opposé au président Jimmy Carter lors de la campagne présidentielle de 1980, le candidat Ronald Reagan a invité les Américains à s'interroger sur les résultats tangibles des quatre années écoulées, à travers la question suivante : « Etes-vous en meilleure situation aujourd'hui qu'il y a quatre ans ? ».¹⁹ Jugée décisive, la formule est utilisée depuis par tous les candidats défiant un président sortant, y compris Mitt Romney. Mais cette année, à la différence de 1980, les Démocrates ont su apporter une réponse crédible par la voix du vice-président Joe Biden : oui, l'Amérique va mieux qu'il y a quatre ans parce que « Ben Laden est mort et General Motors est vivant ».²⁰

Face à ce slogan simple mais convaincant qui positive le bilan de la présidence Obama, les Républicains peinent pour l'instant à émettre une raison suffisante qui justifierait le non-renouvellement du bail du locataire actuel de la Maison Blanche. La stratégie républicaine qui consiste à transformer l'élection en un double référendum sur Barack Obama d'une part et sur l'économie d'autre part ne semble pas porter ses fruits. Seule une « surprise d'Octobre »²¹ pourrait renverser l'orientation du cadre général de l'élection, qui incline plutôt en faveur du candidat démocrate. Dès lors, si Barack Obama parvenait à être réélu, il deviendrait le premier dirigeant d'un pays occidental reconduit au pouvoir depuis le début de la crise économique, mettant ainsi un terme à une longue série de défaites essuyées par des sortants.²²

18. Sondage AP-GfK réalisé du 13 au 17 septembre 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1512 personnes.

19. « Are you better off now than you were four years ago? », débat du 28 octobre 1980 à Cleveland, Ohio.

20. « Bin Laden is dead and General Motors is alive ».

21. Le concept d'« October surprise » fait référence à un événement imprévu qui intervient dans les derniers jours de campagne et qui est à même de modifier le rapport de force électoral. Le terme est apparu lors de la campagne présidentielle de 1972. Quelques jours avant le scrutin, Henry Kissinger, le conseiller à la Sécurité nationale du président Nixon, annonça en conférence de presse que la paix au Vietnam est « à portée de main », concrétisant une promesse émise quatre ans plus tôt par le candidat Nixon.

22. Les défaites électorales de Gordon Brown au Royaume-Uni (2010) et Nicolas Sarkozy en France (2012), l'échec du successeur de José Luis Zapatero en Espagne (2011) et le départ contraint de Silvio Berlusconi en Italie (2011) s'expliquent pour une large partie par l'état dégradé de la situation économique dans ces différents pays.